



SCEPTICISME FACE AU «PLAN B»
Brexit dur craint par les marchés
PAGE 14

PERTE NETTE DE 471 MILLIONS EN 2018
BB Biotech plonge dans le rouge
PAGE 4

CROISSANCE SUR LE LONG TERME
Vetropack mise sur l'Italie
PAGE 4

4813 BILANS DÉPOSÉS L'ANNÉE DERNIÈRE
La recrudescence des faillites
PAGE 6

CONSÉQUENCE DU DÉPART DU CEO
Glencore se restructure
PAGE 6

CRÉATION DE PRODUITS ET SERVICES
Le big data stimule l'innovation
PAGE 7

CHIFFRE D'AFFAIRES EN HAUSSE DE 3,4%
Résultats décevants de Zehnder
PAGE 7

PRODUITS STRUCTURÉS
Le rendez-vous du lundi
PAGE 15

Ubcom dévoile sa nouvelle offre



FRANS IMBERT-VIER. C'est la cinquième année consécutive que le CEO et son équipe tiennent un stand au cœur du pôle d'innovation du Forum International de la Cybersécurité (FIC), à Lille. Ce salon est l'un des plus importants du domaine, à l'échelle européenne.

«La cybersécurité devrait être un droit pour tous les acteurs de l'économie. Cependant les petites structures – qui sont pourtant souvent en ligne de mire des hackers – n'y ont souvent pas accès», déplore Frans Imbert-Vier, CEO de l'agence valaisanne de conseil stratégique en cybersécurité Ubcom. Seul acteur helvétique présent à Lille pour le Forum International de la Cybersécurité (FIC), ces 22 et 23 janvier, la start-up suisse y présente sa nouvelle offre en détection de la vulnérabilité, ouverte à tous et surtout aux petites et moyennes entreprises. Grâce au logiciel américain BeSecure et à une collaboration avec l'opérateur informatique lausannois Abissa, Ubcom propose une analyse du réseau informatique des entreprises. L'objectif: vérifier qu'aucune des machines ne soit obsolète en portant une attention particulière aux mises à jour qui améliorent la résistance aux éventuelles attaques informatiques. «Pour quelques centaines de francs, nous permettons à de petites entités comme un cabinet d'avocats genevois ou un vendeur de vin valaisan de bénéficier d'un scan de grande qualité», affirme celui qui dirige la société de prestations de conseil en protection des données sensibles. **PAGE 7**

Le fort potentiel inexploité des forêts suisses

RENCONTRES WOODRISE. Près de la moitié des surfaces forestières ne sont pas exploitées, faute de moyens financiers.



SYLVICULTURE. Nos forêts permettent de répondre à la demande indigène de bois.

MAUDE BONVIN

La forêt ne cesse de gagner du terrain en Suisse. Elle grappille, chaque année, 10 millions de mètres cubes. Il est, dès lors, possible de couvrir la demande indigène en bois, qui se situe dans le même ordre de grandeur, à l'aide des forêts. «La récolte de ce matériau dans notre pays atteint pourtant seulement environ cinq millions de mètres cubes», déplore Christoph Starck, directeur de Lignum, la faitière de l'économie du bois. «Aujourd'hui, le bois sur pied n'est pas rémunéré à sa juste valeur. Et les privés n'ont pas les moyens financiers d'entretenir leur forêt», ajoute Claude Haeg, qui organise

les premières rencontres intercantionales WoodRise à Genève, à fin janvier. Selon l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), la situation financière des exploitations forestières ne s'est guère améliorée, ces dernières années. Les dépenses pour la gestion forestière ont atteint 541 millions de francs en 2017. Les recettes ont, elles, totalisé 501 millions, ce qui donne un découvert de 40 millions. La Suisse compte près de 700 exploitations forestières. Sous l'effet de mutations structurelles et de restructurations, le nombre de ces entreprises diminue. Entre 2004 et 2014, il a reculé de 24%. Et en 2016, il a encore baissé. **PAGE 3**

«La durabilité est une question de performance»

MATTEO IANNI

A Davos, le World Economic Forum se consacre dès demain aux conséquences économiques, sociales, environnementales et politiques de la quatrième révolution industrielle.

A Genève, la place financière a l'ambition d'être reconnue comme l'un des leaders mondiaux de la finance durable. Considéré comme l'une des pionnières, Lombard Odier s'est tournée vers ce type d'investissement depuis 1997.

«Notre approche repose sur trois piliers: la durabilité du modèle financier, la durabilité des pratiques de l'entreprise et de la durabilité de son modèle économique», explique Stéphane Monier, Chief Investment Officer chez Lombard Odier, Entretien. **PAGE 13**



STÉPHANE MONIER. «Notre objectif est d'offrir des solutions sur-mesure.»

Dufry envisage à nouveau des achats

FINANCEMENT. L'un des seuls groupes suisses à avoir eu recours à du levier a réussi son pari grâce aux liquidités.

CHRISTIAN AFFOLTER

L'exemple de Dufry montre que la capacité à générer des flux de trésorerie disponibles est capitale pour bénéficier d'une période de taux bas en finançant des acquisitions par le biais d'emprunts. C'est ce qui distigue ce cas positif de celui d'Aryzta, où des recapitalisations et des ventes d'unités sont toujours à l'ordre du jour. Le CEO de Dufry Julián Diaz a annoncé qu'il pourra envisager des petites et moyennes acquisitions, ainsi que de poursuivre sa politique de redistribution aux actionnaires par le biais de dividendes. Ces déclarations marquent la fin de la période de réduction du levier imposée par les acquisitions successives – et importantes – de Nuance et World Duty Free. Les

agences de notation reconnaissent la solidité de ce modèle à leur manière. Elles ne laissent certes pas accéder Dufry à un cercle des entreprises non-spéculatives, mais elles placent le groupe bâlois spécialisé dans la vente au détail hors-taxes dans les aéroports au sein des meilleurs émetteurs de la tranche spéculative. Cependant, les analystes relèvent aussi quelques zones d'ombre. A une exception près, la croissance du chiffre d'affaires de Dufry peine à suivre la cadence de la hausse des fréquences de passagers aux aéroports. La recomposition de l'équipe dirigeante annoncée vendredi vise justement à rapprocher les stratégies du groupe des besoins des consommateurs, et à le rendre plus agile face à l'évolution de la demande. **PAGE 4**

29^e édition du SIHH: la mutation est en cours

HAUTE HORLOGERIE. Les clients privés et les VIP ont été pour la première fois plus nombreux que les professionnels.

MICHEL JEANNOT

Les marques exposantes au SIHH veulent davantage de visibilité, un lien plus direct avec leurs clients finaux et une notoriété accrue pour la manifestation. A cette aune, la 29^e édition du SIHH est une réussite. Les clients finaux, les VIP et les influenceurs n'ont jamais été aussi nombreux, et la visibilité du salon s'en ressent positivement. Avec une fréquentation en hausse de quelque 15%, le SIHH a répondu aux attentes. Sur le versant des affaires, les déclarations n'ont jamais été aussi retenues. Il en ressort tout de même une relativement bonne cuvée, un «prudemment positif» abondamment relayé suivi d'une crainte non maîtrisable par la branche: l'incertitude quant à la situation géopolitique mondiale. **PAGE 4**

Toutes les clés de l'immobilier genevois
MOSER VERNET & CIE



POINT FORT

Les forêts suisses ont du potentiel à revendre

SYLVICULTURE. Alors que la surface forestière du pays s'étend, son exploitation économique stagne. Et les perspectives ne sont guère réjouissantes.

MAUDE BONVIN

Près d'un tiers de la surface du territoire helvétique est recouverte de forêts. Des 530 millions d'arbres qui peuplent nos sous-bois, environ 65% sont des résineux et 35% des feuillus. Plus de la moitié de cette végétation pourrait être utilisée, ce qui représente une valeur de 6,3 milliards de francs.

Actuellement, la majorité du bois récolté est transformée dans les scieries. Un quart sert de vecteur énergétique. Les 10% restants sont transformés en papier et en panneaux. Lorsque l'arbre atteint sa taille adulte et ne croît pratiquement plus, c'est le moment de l'abattre. Selon l'essence, la durée de croissance se situe entre 60 et 150 ans.

A noter que près de la moitié de la surface forestière du pays sert de barrière contre les dangers naturels, ce qui représente 585.000 hectares. Le Valais et le Tessin concentrent 90% de la forêt protectrice.

La surface forestière ne cesse d'augmenter en Suisse. Elle évolue, toutefois, de manière différente selon les régions. «Les plus fortes progressions s'observent dans les Alpes et au sud des Alpes», souligne l'Office fédéral

de l'environnement (OFEV). Les forêts du Plateau occupent, elles, un territoire quasi constant.

«L'accroissement annuel correspondant à environ 10 millions de mètres cubes, il serait possible de couvrir l'entier de la consommation indigène qui se situe dans le même ordre de grandeur à l'aide de nos forêts. La récolte dans notre pays atteint pourtant seulement environ cinq millions de mètres cubes», indique Christoph Starck, directeur de Lignum, la faîtière de l'économie du bois en Suisse.

Volume le plus faible depuis vingt ans

D'après la statistique forestière de l'OFS, 4,5 millions de mètres cubes de bois ont été récoltés en 2016, soit 2% ou 93.000 mètres cubes de moins qu'en 2015. Ce volume d'exploitation est inférieur de plus d'1% à la moyenne de la période courant de 1995 à 1999, soit avant la tempête Lothar, et d'environ 7% à la moyenne des cinq années précédentes. Selon l'OFEV, il s'agit du volume le plus faible enregistré en vingt ans.

En 2017, la situation s'est quelque peu redressée, avec 4,9 millions de mètres cubes recueillis. Cette

hausse est, cependant, à mettre sur le compte du travail des propriétaires privés. «La situation financière des exploitations forestières ne s'est, elle, pas améliorée», précise l'OFEV. Ainsi, les dépenses pour la gestion forestière ont atteint 541 millions de francs. Les recettes ont, elles, représenté 501 millions, ce qui donne un découvert de 40 millions. Et seule la moitié des exploitations forestières ont obtenu un résultat d'exploitation positif. Les propriétaires forestiers ont, par ailleurs, accusé une perte moyenne de dix francs par mètre cube de bois récolté.

En 2016, les recettes se sont repliées d'environ 25 millions de francs. Ce recul est à mettre sur le compte de la diminution du volume d'exploitation et de celle du prix du bois. A cela s'ajoutent le niveau des salaires inchangé et la commercialisation accrue de bois d'énergie aux dépens d'assortiments de grumes de plus grande valeur. Les produits d'exploitation des entreprises forestières se sont chiffrés à 496 millions et les charges d'exploitation à 531 millions. Ce résultat négatif concerne toutes les régions de Suisse.

«En outre, si les frais de récolte sont couverts sur le Plateau et



L'économie forestière occupe 6300 personnes, contre 82.315 dans l'industrie du bois.

dans le Jura, ce n'est pas le cas dans les forêts de montagne et de protection où la récolte, et donc l'entretien, ne pourraient être assurés sans les contributions des pouvoirs publics», indique l'OFEV.

Au niveau de leur structure de propriété, 71% des forêts sont en mains publiques. La majeure partie de celles-ci appartient aux communes. Les propriétaires privés possèdent, eux, environ 370.000 hectares (29% de la surface totale). Les forêts publiques fournissent les deux tiers du bois abattu. Leur récolte de bois a stagné en 2017. Et cela alors que le prix du bois brut a légèrement augmenté d'environ 2%.

La Suisse compte près de 700 exploitations forestières qui gèrent 60% de la surface productive du pays. Sous l'effet de mutations structurelles et de restructurations, le nombre de ces entre-

prises diminue, depuis plusieurs années. «Entre 2004 et 2014, il a reculé de 24%. Et en 2016, leur nombre a baissé de 20 unités», calcule l'OFEV.

10.000 employés actifs dans la cellulose et le papier

L'économie forestière occupe 6300 personnes, contre 82.315 dans l'industrie du bois, selon les chiffres de l'OFEV. A cela s'ajoutent près de 10.000 employés actifs dans la cellulose et le papier. Dans ce dernier secteur, les affaires ne sont guère réjouissantes, avec la baisse de la consommation indigène. En 2016, la demande s'est repliée de 3,5% à 1,21 million de tonnes. ■

Economie forestière: l'énergie tire son épingle du jeu

Près de 40% du bois récolté en Suisse sert à se chauffer. Dans ce domaine, ce matériau est transformé majoritairement en plaquettes, la fabrication de bûches arrivant en seconde position. Cela s'explique par le fait que la production de bûches ne couvre pas les frais, contrairement à celle de plaquettes qui génère des bénéfices. En 2017, la récolte a ainsi beaucoup progressé pour le bois d'énergie de copeaux, utilisé principalement dans des grands foyers de combustion. Elle a augmenté de 6,5% pour un total de 1,06 million de mètres cubes, selon les données de l'Office fédéral

de l'environnement (OFEV). Près de 600.000 chauffages au bois sont actifs dans notre pays. Environ 9300 gigawattheures (GWh) d'énergie utile sont produits à partir de ce matériau. Sur ce total, seuls 4,5% servent à générer de l'électricité. Globalement, si le volume de grumes a reculé et celui du bois d'industrie a stagné, celui du bois d'énergie a augmenté, ces dernières années. Le commerce extérieur du bois d'énergie ne revêt, toutefois, qu'une importance marginale, en raison des coûts de logistique élevés par rapport à la valeur de la marchandise ainsi que de sa com-

mmercialisation essentiellement régionale.

La multiplication des centrales thermiques en témoignent. Dernier exemple en date? L'installation inaugurée par Romande Energie, en septembre dernier, à Puidoux. Elle produit simultanément chaleur et électricité. Pour ce faire, elle se sert du bois de la région. «Cette centrale est la première application industrielle, en Suisse, de la technique de gazéification du bois humide», a souligné Pierre-Alain Urech, directeur général de la société vaudoise, lors de son inauguration. Ce procédé consiste à

transformer des plaquettes de bois non traitées en gaz de synthèse. Le combustible ainsi créé est alors valorisé à la fois dans un moteur thermique et une chaudière. L'installation prévoit de produire 5,5 millions de kilowattheures (kWh) par an, soit l'équivalent de la consommation annuelle moyenne de 1500 ménages. En parallèle, la centrale récupérera près de 9,5 millions de kWh de chaleur qui, via un réseau de chauffage à distance, alimenteront des bâtiments communaux, des industries et des constructions privées. Un peu moins de deux ans auront été nécessaires pour la mise en service de l'installation.

Si la forêt représente une source d'énergie non négligeable, elle fait aussi les frais de défrichements au profit des centrales hydroélectriques. «Par rapport à la moyenne des dix dernières années, les surfaces défrichées pour l'installation de conduites ont augmenté, alors qu'elles ont diminué dans les secteurs de l'extraction de matières premières et des installations d'élimination des déchets», note l'OFEV.

En général, un défrichement autorisé doit être compensé en nature (reboisement) dans la même région. En 2016, 367 décisions cantonales et fédérales ont autorisé le défrichement de 194 hectares de forêt. Cette surface est en augmentation de 25 hectares par rapport à l'année précédente et de 35 hectares par rapport à la moyenne des dix dernières années. ■



CENTRALE THERMIQUE. Un peu moins de deux ans auront été nécessaires pour la mise en service de l'installation située à Puidoux, dans le canton de Vaud.

Les rencontres WoodRise débarquent à Genève

La cité du bout du lac accueillera la première édition des rencontres WoodRise dédiées à l'ensemble de la filière bois de la région Genève, Léman, Alpes et Jura. «Nous nous intéressons à la branche dans son intégralité, de la forêt au produit fini. C'est dans cette optique que nous avons mis sur pied cet événement», déclare Claude Haeg, président de la manifestation. Son but? «Apporter un nouvel élan au secteur tout entier». L'événement se tiendra du 30 janvier au 2 février. Au programme, plusieurs journées thématiques. La première s'intéressera à la problématique climatique. «Le bois a son rôle à jouer, en matière de préservation de l'environnement», martèle Claude Haeg. Et de poursuivre: «en la matière, notre pays peut être cité en exemple. Les normes helvétiques sont, en effet, très strictes. Nous n'avons, par exemple, pas le droit d'utiliser des engrais, ni des pesticides pour entretenir nos forêts». Sera également abordé le problème de la gestion économique du bois. «Aujourd'hui, le bois sur pied n'est pas rémunéré à sa juste valeur. Et les privés n'ont pas les moyens financiers de s'occuper de leur forêt», déplore celui qui est également président de la section genevoise de l'organisation faîtière de l'économie suisse de la forêt et du bois, Lignum.

La deuxième journée thématique sera consacrée à l'innovation. Les dernières nouveautés en matière de construction et de chimie du bois seront notamment présentées. Le troisième jour sera précisément dédié au domaine du bâtiment. «Ce secteur présente un fort potentiel pour notre filière. A l'avenir, le bois jouera un rôle toujours plus grand dans la construction urbaine. Ce matériau doit désormais être considéré dans chaque projet immobilier», explique Claude Haeg. Le samedi, enfin, sera une journée portes ouvertes pour le grand public. Il reviendra sur les bienfaits du bois sur la santé. Projections, débats, conférences, expositions et spectacles seront au menu de ces quatre jours consacrés au bois et à la forêt. ■